

## Indice du coût du travail

### Calendrier de diffusion : estimation flash à T+45 jours, résultats détaillés à T+75 jours

À compter de novembre 2023, l'Insee réduit les délais de publication de l'indice du coût du travail (ICT). Une première estimation (« estimation flash ») de cet indice est ainsi publiée environ 45 jours après la fin du trimestre considéré. L'estimation flash est réalisée en mobilisant de manière anticipée les données issues de la déclaration sociale nominative (DSN). Elle anticipe l'estimation des résultats détaillés, publiée environ 75 jours après la fin du trimestre considéré, qui mobilise les données consolidées de l'Urssaf Caisse nationale sur les salaires.

Les données publiées lors de l'estimation flash portent sur les grands secteurs d'activité : Industrie/Construction/Tertiaire, alors que les résultats détaillés sont publiés au niveau A21 de la NAF Rév. 2. Lors de la publication des estimations flash de l'ICT d'un trimestre donné, les données portant sur les trimestres antérieurs ne sont pas révisées.

### Indice de coût du travail (ICT) : un indicateur de salaire horaire et un indicateur de coût horaire

L'indice de coût du travail (ICT) se décline sous la forme de deux indicateurs :

- le premier mesure l'évolution du salaire horaire brut moyen : auparavant appelé « ICT – Salaires seuls », il a été renommé « ICT – Salaire horaire » en novembre 2023 ;
- le second apporte une focale complémentaire du point de vue des employeurs, il mesure plus largement l'évolution du coût horaire du travail moyen : auparavant appelé « ICT – Salaires et charges », il a été renommé « ICT – Coût horaire » en novembre 2023.

### ICT – coût horaire : définition

L'**Indice du coût du travail (ICT)** retrace l'évolution du coût horaire du travail (salaires et charges nettes des subventions) en moyenne en France, sur l'ensemble des secteurs marchands non agricoles hors services aux ménages (sections B à N de la nomenclature d'activité NAF Rév. 2). Harmonisé au niveau européen (règlements n° 450/2003 et 1216/2003), il est adressé à Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne ; l'Insee en publie les résultats sur son internet 45 jours après la fin du trimestre pour l'estimation flash, et 75 jours après la fin du trimestre pour les résultats détaillés. C'est un indice de Laspeyres chaîné, base 100 en 2020<sup>1</sup>, corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables.

L'**ICT** suit l'évolution de l'ensemble :

- des rémunérations,
- des cotisations sociales (salariales et employeurs),
- et des taxes<sup>2</sup> nettes de subventions<sup>3</sup>.

Il est calculé en rapportant au volume horaire de travail la somme de la masse salariale, des charges sociales et des autres coûts liés à l'emploi de salariés, après prise en compte des exonérations de charges.

La masse salariale inclut les rémunérations versées aux salariés sur la base desquelles sont calculés les prélèvements sociaux ou fiscaux (cotisations de sécurité sociale, cotisations au régime d'assurance

<sup>1</sup> À partir de la publication relative au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et conformément à la réglementation européenne, l'année de référence de ces indices est 2020 et non plus 2016 (la moyenne des quatre indices trimestriels de 2020, pondérée par le volume de travail – nombre total d'heures rémunérées – est égale à 100). Il faut cependant noter qu'en raison des mesures de restrictions liées à la crise sanitaire, le volume de travail a fortement varié en cours d'année 2020 ; dans certains secteurs, la moyenne simple (non pondérée) des indices trimestriels de l'année 2020 peut s'écarter significativement de la moyenne pondérée (par construction égale à 100).

<sup>2</sup> Toute taxe ou impôt basé sur la masse salariale ou sur l'emploi.

<sup>3</sup> Subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi de certaines catégories de personnes.

chômage, CSG, impôt sur le revenu, etc.) ainsi que certains éléments non soumis à cotisations comme, par exemple, la prime de partage de la valeur (PPV).

Les cotisations sociales comprennent les cotisations employeurs de sécurité sociale, la contribution solidarité-autonomie, l'assurance chômage, les contributions aux régimes de retraite complémentaire (Agirc-Arrco), l'assurance décès, la cotisation au régime de garantie des salaires, la contribution patronale au dialogue social. Les taux relatifs à ces charges sont suivis chaque trimestre. Les allègements de charges en sont déduits.

L'indice intègre aussi d'autres coûts liés à l'emploi de salariés, tels que la taxe sur les salaires, la contribution au défaut d'emploi des personnes handicapées, ainsi que les autres cotisations et impôts (nets des subventions) à la charge des employeurs. Ces autres coûts sont pour certains actualisés chaque année à partir des informations fournies par l'Urssaf Caisse nationale, et pour les autres tous les quatre ans, quand sont disponibles les résultats de l'enquête sur le coût de la main-d'œuvre (Ecmo).

Les subventions prises en compte sont celles liées à la masse salariale ou à l'emploi de certaines catégories déterminées de personnes. Par exemple, de 2013 à 2018, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a allégé le coût du travail au titre d'une subvention au bénéfice de l'employeur, à hauteur d'une fraction de l'ensemble de la masse salariale inférieure à 2,5 Smic. Le CICE a été intégré au calcul de l'indice à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, date de son entrée en vigueur, en droits constatés (date du fait générateur du crédit d'impôt). Son taux initial de 4 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est ensuite passé à 6 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Dans les départements d'outre-mer (DOM), il a été augmenté à 7,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 puis à 9 % au 1<sup>er</sup> janvier 2016. En métropole, il est passé à 7 % au 1<sup>er</sup> janvier 2017 avant d'être ramené à 6 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Enfin, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le CICE est remplacé par une exonération générale de cotisation sociale d'assurance-maladie (de 6 points) sur les bas salaires, en métropole comme dans les DOM, excepté à Mayotte où il reste en vigueur avec un taux de 9 %. Contrairement au CICE, cette réduction de charges s'applique donc de manière indifférenciée en France métropolitaine et dans les DOM (hormis Mayotte), mais les exonérations spécifiques aux DOM (Lodeom) sont renforcées afin de compenser cette transformation. Globalement, la transformation du CICE est neutre sur l'indice du coût du travail. Autre exemple plus récent, l'indice intègre les mesures de soutien spécifiques mises en place dans le cadre de la crise sanitaire (plan « 1 jeune 1 solution » pour l'aide à l'embauche de jeunes salariés et d'apprentis, plan de soutien au secteur touristique *via* des exonérations ou aides au paiement de cotisations).

**Trois sources** principales sont utilisées dans le calcul de l'ICT :

- Les données conjoncturelles de l'Urssaf Caisse nationale fournissent la masse salariale, les effectifs, les exonérations de charges sociales. Note : pour l'estimation flash à T+45 jours, la masse salariale est obtenue en mobilisant de manière anticipée les données issues de la déclaration sociale nominative (DSN) ;
- Depuis le premier trimestre 2020, le volume horaire de travail provient des données de la Déclaration Sociale Nominative (DSN), nouvelle source mobilisable pour le calcul des indices. Auparavant, il était issu des enquêtes trimestrielles sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo) de la Dares (service statistique du Ministère du Travail). Les heures (rémunérées) mesurées dans les DSN reflètent mieux les variations du volume de travail que celles auparavant issues des enquêtes Acemo, qui retraçaient les seules durées collectives de travail et excluaient les variations individuelles comme les heures supplémentaires ou le recours à l'activité partielle ;
- Certains coûts sont issus des enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre (Ecmo) de l'Insee.

Ces données, provisoires au moment de leur prise en compte dans l'indice, sont amenées à être révisées par les organismes producteurs. L'indice lui-même peut donc être révisé, en particulier sur les derniers trimestres.

## ICT – salaire horaire

Comme le prescrivent les règlements européens cités précédemment, outre l'**ICT – coût horaire**, l'Insee calcule aussi un indice de salaire brut horaire, l'**ICT – salaire horaire**, fondé sur les mêmes sources. Cet indice de salaire se distingue nettement du salaire mensuel de base (SMB – cf. *tableau ci-dessous*), publié par la Dares (service statistique du Ministère du Travail).

	<b>ICT – salaire horaire</b>	<b>Salaire mensuel de base (SMB)</b>
Salaire suivi	horaire	mensuel
Périmètre de la rémunération	y c. primes et rémunérations annexes	hors primes
Durée du travail et qualifications	varie avec la durée effective de travail et la structure des qualifications	calculé à structure constante des qualifications

De ce fait, l'**ICT – salaire horaire** est un indice de *coût horaire du travail* – hors charges sociales pour les employeurs – alors que le SMB est un indice de *prix du travail* à qualité constante. Le SMB ne prend donc pas en compte l'impact sur le salaire de l'augmentation tendancielle de la qualification des salariés. À l'inverse, l'**ICT – salaire horaire** est conceptuellement proche du salaire moyen par tête (SMPT) du secteur marchand publié par les Comptes nationaux trimestriels : les deux indicateurs recouvrent l'ensemble de la masse salariale, l'**ICT – salaire horaire** rapportant cette masse salariale à un volume horaire de travail alors que le SMPT la rapporte à un effectif salarié. Le SMPT couvre toutefois l'épargne salariale, ce qui n'est pas le cas de l'ICT-salaire horaire. La proximité conceptuelle entre ces deux indicateurs s'entend de façon générale, tant que les fluctuations du volume de travail horaire moyen par salarié sont limitées ; elle ne s'applique pas à la période de crise sanitaire de 2020-2021. En effet, cette période a été marquée par un recours massif au chômage partiel, qui s'est traduit par une très forte baisse des heures travaillées rémunérées (mais a permis de préserver nombre d'emplois). Aussi les variations de l'**ICT – salaire horaire** et celles du SMPT ont été très différentes pendant cette période.

L'ensemble des pays membres de l'Union européenne produisent des indices du même type, publiés sur le site d'Eurostat : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>.